

Eléments d'un débat politique

"Le compromis avec l'islamisme politique est impossible"

Le débat politique semble s'animer de nouveau, plus d'un an après l'institution du HCE, huit mois après l'assassinat du regretté Mohamed Boudiaf, et quelques jours avant l'amorce de "discussions" entre le pouvoir et différentes forces politiques.

Si la vie a imposé des clarifications et si les enjeux sont de mieux en mieux perçus dans la société et parmi certaines forces politiques, il reste que des illusions tenaces persistent, quant à la possibilité d'une gestion politique de l'intégrisme par le dialogue et le consensus, bien que le FIS dissous fasse tout, quant à lui, pour que de telles illusions ne se renouvellent point.

Par S. CHOUAKI (*)

Il y a une contradiction ingérable entre l'option affirmée pour un projet de société moderne et la croyance, sincère ou feinte, en une possibilité de "domestiquer" le monstre intégriste totalitaire.

L'expression "nous sommes un Etat musulman", utilisée récemment par le chef du gouvernement, comme pour dire aux islamistes qu'il n'a pas de leçons à recevoir d'eux, tout comme la démarcation vis-à-vis des forces les plus conséquentes de la modernité, traitées arbitrairement de "laïco-assimilationnistes" sur le ton d'une polémique tout à fait dépassée, révèlent en fait une tendance à accepter de se laisser transporter sur le terrain de l'islamisme politique, terrain choisi par les forces intégristes elles-mêmes, et qui conduit inexorablement à l'intégrisme.

L'Etat se lance ainsi dans une surenchère et une compétition, où lui-même et les forces de la modernité sont perdants d'avance, avec les partis qui exploitent la religion et forgent leurs discours à partir d'une lecture récurrente du "sacré", en l'occurrence les partis et forces qui instrumentalisent la religion à des fins politiques réactionnaires.

Même s'il était battu à "plate couture" sur le front du terrorisme, par la grâce de la formule : "nous sommes un Etat musulman", et l'attaque lancée contre les partisans de la rupture vers la modernité, l'intégrisme conserve intactes ses atouts idéologiques et peut repartir à la conquête du pouvoir dès qu'il aura repris son second souffle, non pas une parcelle du pouvoir (ce qu'il a déjà !), mais tout le pouvoir !

Quelle restauration religieuse ?

Si l'Etat utilise la religion, sous quelque prétexte que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, aucune raison ne s'oppose dès lors à ce que des forces émergent, à son ombre, pour lui en disputer le monopole !

Du moment que l'on ancre dans l'imaginaire des larges masses l'idée que la question du pouvoir est intimement liée à une quelconque "restauration religieuse", c'est que l'on accepte que le discours politique soit parasité, déstructuré et réduit au discours religieux : on ne s'adresse plus aux citoyens, mais aux croyants, on ne s'adresse plus à la société civile, mais à une abstraite "umma". On ne gère plus un Etat de droit, mais un Etat de fait : à partir de là, la Constitution, les lois, les dispositions pour administrer les hommes et les choses perdent tout leur sens, comme on l'a vu en juin 1991, en décembre 1991 et comme on continue à le vivre de façon tragique. N'est-ce pas au nom de Dieu et de la religion sacrée que les terroristes assassinent sauvagement des Algériens ?

Dès lors que l'on fait appel à la religion et à un clergé, qu'au besoin on forme, comme seul juges de la conformité des actes aux textes sacrés, comment ne pas se résoudre,

un jour ou l'autre, à céder à la pression de ceux qui veulent choisir, en "toute liberté", le projet de société le plus conforme aux convictions primaires d'une "masse" de croyants, et le clergé en qui elle a confiance pour le mettre en œuvre ?

Ainsi les croyants et la "umma" n'auraient aucun besoin d'institutions républicaines modernes, ni d'Etat de droit avec ses attributs, ni d'armée et de police, ni de règles régissant l'activité économique, ni d'impôt, ni de développement scientifique et culturel... Alors, place au libéralisme sauvage, à la spéculation, aux dogmes obscurantistes, à la répression la plus féroce et à la lapidation, à la négation des droits fondamentaux des citoyens...

Fouad Zakarya a bien montré comment fonctionne l'islamisme politique, dans les rapports entre l'Etat et la société : comme une spirale qui conduit inexorablement à le muer en intégrisme déferlant se lançant, par tous les moyens, à l'assaut du pouvoir, pour se réaliser comme Etat et société théocratiques.

Il a décelé et décortiqué le schéma suivant : les islamistes occupent le terrain socio-culturel, ensuite le terrain politico-idéologique, ils exercent une pression multiforme sur la société et sur le pouvoir, ce dernier leur fait des concessions et en arrive même à faire de la surenchère pour ne pas se montrer moins islamiste que les islamistes ; ainsi il introduit l'islamisme à l'école, dans la culture, dans les institutions et dans différentes sphères, y compris l'activité économique, en pensant ou en feignant de croire qu'il œuvre à la promotion de l'islam comme religion ; les islamistes en tirent un bénéfice qu'ils réinvestissent à nouveau sous forme de pressions multiformes renouvelées et combinées qui leur rapportent de nouveaux bénéfices, et ainsi de suite et à un niveau de plus en plus élevé...

Dans tous ces cas, c'est l'intégrisme qui réussit à infléchir en sa faveur les orientations qui imprègnent ces sphères, en raison de l'énorme retard culturel et scientifique qui frappe ces pays et du fait que les rapports de force dans la religion, tels qu'ils ont été forgés par l'histoire, ont fait disparaître de notre patrimoine de civilisation arabo-islamique ses pages les plus lumineuses, celles qui portent résolument les germes de rationalité et de modernité, au profit d'une domination des interprétations conservatrices, réactionnaires les plus obscurantistes, sans compter les effets de récurgence qui résultent des manipulations politiques de ce patrimoine.

Concrètement, et comme l'expérience de notre pays le montre amplement ainsi que celle de l'Egypte des années 70/80, la légitimation de l'islamisme politique, c'est-à-dire du germe de l'intégrisme, vient principalement de l'islamisme d'Etat, quelles que soient les intentions qui inspirent ses promoteurs.

De grands révolutionnaires et hommes d'Etat, comme Houari Boumediène et Djamel Abdennasser, bien qu'ils aient été des hommes de grandes décisions de caractère révolutionnaire pour l'Algérie, l'Egypte et les autres pays arabes, n'ont pas su se prémunir contre des imprudences aussi dangereusement porteuses de tragédie pour leur pays : à la mort de H. Boumediène comme à la mort de Nasser, l'islamisme politique auquel ces dirigeants ont cru pouvoir faire jouer une fonction et un rôle de progrès, s'est mué presque mécaniquement en intégrisme réactionnaire porteur de totalitarisme et de régression et a fait irruption dans le cours historique du destin de ces deux pays ; l'Egypte vit sous l'état d'urgence depuis 1981, l'Algérie sous l'état de siège depuis plus d'une année.

L'option pour un islamisme d'Etat, dont on ne peut jamais d'ailleurs maîtriser le dosage, et qui, dans tous les cas, tourne en faveur de l'intégrisme, est une réponse

négative à la question de savoir "comment accéder à la modernité pour un peuple musulman ?", question légitime en soi, mais à laquelle la fausse réponse est certainement "islamiser la modernité", qui revient à postuler "moderniser l'islam politique", ce qui revient au même.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est envisager la modernité calquée comme réalité d'un futur sur le passé-présent, sous l'angle d'un "spécifique" en entretenant des rapports contradictoires avec l'universel, excluant carrément cet universel, ou le réduisant à un simple "supplément", sous l'angle d'une autarcie entretenant des rapports frileux avec la division internationale du travail, de la "oumma" comme partie de l'humanité s'excluant de l'humanité, de la foi fondée sur une conviction intime intériorisée avec un contenu excluant la rationalité.

Quelle pourrait être, alors, la réponse la plus positive à cette question ? Elle pourrait être énoncée ainsi : "Accéder à la modernité pour un peuple musulman, ethniquement et socioculturellement, arabo-amazigh, c'est assumer et s'assumer dans la modernité en ne niant rien de ses spécificités par rapport aux autres peuples musulmans et aux autres peuples du monde qui ont, eux aussi, leurs spécificités".

Accepter d'accoler l'étiquette religieuse, ou un attribut religieux, à l'Etat, c'est, en fait, refuser que l'Etat joue le rôle qui est le sien : garantir que les institutions religieuses qu'il finance, l'école qu'il administre, les médias qu'il gère et sur lesquels il exerce un contrôle par des lois et une déontologie, ne soient utilisés pour provoquer des dérives qui mettent l'Algérie en danger, car l'état socioculturel de notre société ne permet pas d'opposer, avec succès le discours de la rationalité à la manipulation du texte sacré.

Une question de dosage

Pourquoi la laïcité, dont la forme française n'est spécifique qu'en tant que produit de l'histoire de cette Nation, serait-elle réduite à une sorte d'offense à la religion ? Pourquoi ces procès d'intentions inutiles alors que notre pays a besoin d'un débat sincère et objectif ?

Mohamed Chérif Sahli a décrit, avec perspicacité, cette attitude qui consiste, par réflexe défensif, à reprendre à l'ennemi colonial ses schémas mentaux pour le combattre : l'ennemi colonial dit : "Laïcité" alors nous, nous disons : "Non à la laïcité...". Mais le "NON" à la laïcité avait à l'époque, un sens riche et profond que les articles d'"El Moudjahid" du 5/7/1958 explicitent bien : c'était un NON au placage de schémas idéologiques de la classe politique fançaise sur la réalité sociale d'un pays colonisé.

Si l'on n'y prenait pas garde, les dérives seraient immédiates :

- Sous-estimation du cancer qui ronge la société : le discours politique sous un manteau religieux, sous-estimation aussi du terrorisme que l'on réduit à un "banditisme qui se donne une couverture politique". Négation de la réalité politique de l'intégrisme et de ses fondements économiques et sociaux et politico-idéologiques. Si c'est un banditisme, pourquoi alors une juridiction spéciale ? Dans la conscience des gens, dire que c'est un banditisme, c'est dissocier le terrorisme de l'intégrisme que l'on réhabilite. Cela permet à certains de déverser leur fiel d'intégristes contre les forces patriotiques et démocratiques et de lancer de véritables appels au meurtre pour lesquels ils devraient être poursuivis en vertu des lois contre le terrorisme.

- Sous-estimation de la nécessité vitale d'intégrer les facteurs subjectifs, culturels et identitaires dans la perspective de la modernité, on fait des concessions aux partisans de "constantes" figées en gommant d'autres "constantes", comme si un peuple

pouvait échapper indéfiniment à son identité, on érige l'islamité en islamisme, en agrémentant ce discours de promesses sociales.

En attendant, la société civile, l'Etat de droit, la rationalité qui doit d'abord s'inscrire dans le discours politique et la communication sociale, qu'ils relèvent de l'Etat (ENTV...presse), ou des organes de la société civile (cadre associatif, secteurs socioprofessionnels, le mouvement social au sens large englobant les partis politiques pour qu'il traduise concrètement le pluralisme), tout cela devient un "cancer" aux yeux d'orateurs patentés, dûment mandatés par le pouvoir.

Compromis impossible

Serions-nous revenus à l'époque peu glorieuse du congrès extraordinaire du FLN de Chadli, de l'article 120 de triste mémoire et à la destruction, non plus seulement de l'appareil productif, mais de la société entière et des valeurs de progrès, de justice et de modernité qu'elle porte réellement ?

Ce sont là des questions légitimes, car au-delà du langage ou des préoccupations tacticiennes et politiciennes, il y a une grave méconnaissance des enjeux stratégiques, enjeux qui deviennent, pourtant, de plus en plus clairs aux yeux de l'opinion publique : il s'agit du sauvetage de l'Algérie en tant que Nation moderne.

S'il s'agit seulement d'une tentative de séduction à l'égard de ceux qui ont voté FIS par rejet du système rentier bureaucratique que Chadli a symbolisé, on risque alors de les replonger à court terme dans les bras d'un intégrisme encore plus puissant... mettant ainsi en danger l'islamité même du peuple.

C'est peut-être finalement le système rentier bureaucratique lui-même qui refuse de lâcher prise... C'est lui en fin de compte qui est la principale garantie à la survie politique de l'intégrisme. C'est l'économisme, la croyance fautive que les problèmes économiques peuvent se résoudre par des recettes économiques indépendamment des conditions politiques et d'une lutte idéologique résolue contre les forces qui sont la cause de la crise multidimensionnelle : la pensée, et l'idéologie indigente du système rentier bureaucratique pour qui l'intégrisme est un contrepoids.

Le compromis avec l'intégrisme est, plus généralement, tout l'islamisme politique est absolument impossible.

Persister à en défendre le principe et la nécessité, c'est entretenir des illusions, ou vouloir mystifier l'opinion publique. C'est préparer le terrain à la prise du pouvoir, sans partage, par l'intégrisme.

Cette thèse ne relève plus désormais de la seule théorie. Elle a été validée par la pratique au prix de centaines de victimes. Toute tentative de jeter avec lui des passerelles, ou de se démarquer des forces qui militent pour la modernité et le progrès, se traduit par une reprise de confiance, une reprise d'initiative, une consolidation des forces intégristes.

Il n'y a qu'à constater comment certains propos tenus par des responsables politiques ont été perçus comme un "feu vert" par les forces de l'intégrisme pour accroître leurs pressions contre les forces de la modernité et permis de faire dans la provocation et l'appel au meurtre, à un autre d'essayer de se refaire une virginité en proposant d'effacer tout !...

La meilleure façon de défendre l'Islam, c'est de le mettre hors de portée de toute manipulation politicienne et, tout simplement, politique.

La meilleure façon de défendre l'Etat moderne, c'est de le mettre hors de portée de toute exploitation de la religion à des fins politiques

(*) Enseignant